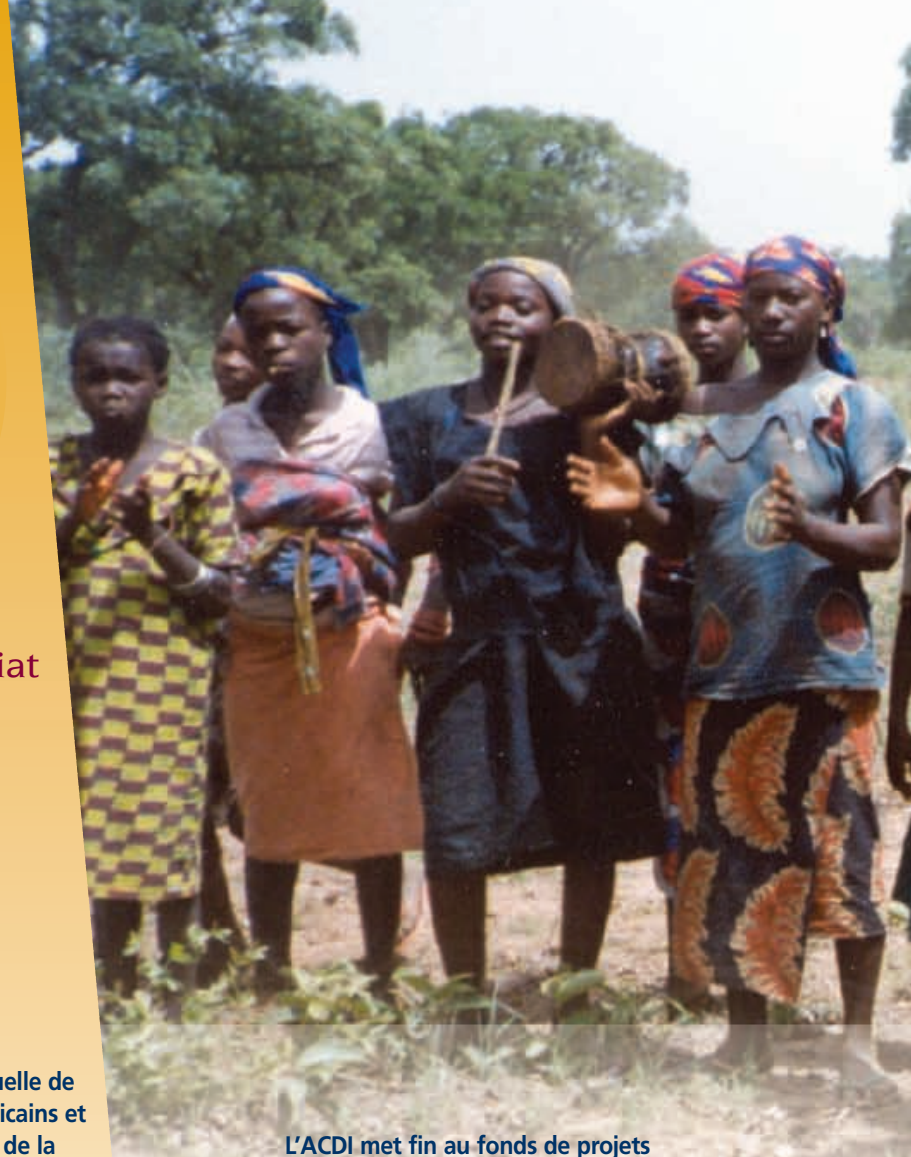
# L'année en revue 2005-2006

Partenariat Afrique Canada

20

Partenariat Afrique Canada : 1986-2006 • Vingt ans de partenariat



**1986**

Création de PAC avec un fonds de projets annuel de 15 M$ pour l'Afrique fourni par l'ACDI

**1987-1995**

PAC appuie des centaines de projets communautaires en Afrique subsaharienne – du Sénégal à l'Afrique du Sud, en passant par l'Éthiopie

**1990**

PAC appuie la Conférence d'Arusha sur la participation populaire

**1993**

L'assemblée générale annuelle de PAC réunit des délégués africains et canadiens pour débattre de la politique du Canada à l'égard de l'Afrique

**1994**

Flavie Ngoma devient la première présidente africaine du conseil d'administration de PAC.

Le président de la Tanzanie, Ali Hassan Mwinyi, s'adresse à l'assemblée générale annuelle de PAC

**1995**

L'ACDI met fin au fonds de projets de PAC à la suite des compressions budgétaires du gouvernement

**1996**

PAC devient une organisation de recherche et de dialogue politique

*Chants, rythme et musique pour encourager les travailleurs effectuant des travaux communautaires, Nieguencoura, Mali*

Photo : Josée Létourneau

**1998** — PAC se concentre sur les crises en Afrique et sur le rôle des ressources naturelles

**2000** — PAC publie *Le coeur du problème*, sur le commerce des diamants et le conflit en Sierra Leone.

PAC assiste à la première réunion du Processus de Kimberley

**2003** — PAC est mis en nomination conjointement pour le prix Nobel de la paix, pour son travail relatif aux diamants de guerre et au Processus de Kimberley

**2004** — La recherche de PAC sur les mineurs artisans aide à lancer la Diamond Development Initiative

**2005** — La recherche de PAC sur le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs aide à informer et à mobiliser la société civile africaine

**2006** — PAC célèbre son 20e anniversaire

# Célébrer deux décennies de partenariat

C'est il y a 20 ans que naissait Partenariat Afrique Canada, dans la foulée de la session extraordinaire des Nations Unies sur l'Afrique, qui a eu lieu à New York en mai 1986. À l'époque, la famine avait ravagé certaines parties de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, et partout au monde, on parlait du besoin de « développement à long terme ». Au Canada, au cours des mois précédant la session extraordinaire sur l'Afrique, une série de manifestations de sensibilisation tenues partout au pays avaient aidé à recueillir dans la population une somme sans précédent de 60 millions de dollars en dons pour l'Afrique.

Il s'est passé bien des choses en Afrique durant les deux décennies qui ont suivi. Beaucoup d'événements positifs se sont produits, le progrès économique et social ayant transformé de nombreux pays. Toutefois, ce sont plutôt les mauvaises nouvelles qui ont eu tendance à retenir l'attention du public, les conflits et la pandémie dévastatrice de VIH/sida annulant des progrès durement acquis sur les plans du développement économique et social. Contre tous les espoirs, cette période a été marquée en grande partie par une baisse des niveaux de l'aide, une hausse de l'endettement et le maintien des déséquilibres commerciaux.

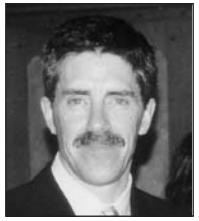
Partenariat Afrique Canada (PAC) a d'emblée axé ses travaux sur le renforcement des organisations de la société civile africaine, qui constituait à son avis la pierre angulaire d'un développement durable. À titre de mécanisme de financement, PAC a appuyé des centaines de projets innovateurs en Afrique subsaharienne, et bon nombre des partenariats canado-africains qui en ont résulté existent encore aujourd'hui. Plus récemment, à titre d'organisation de recherche et de dialogue politique, PAC a pu aider des organisations africaines et canadiennes à se mobiliser contre plusieurs problèmes urgents.

L'une des initiatives les plus innovatrices et les plus prometteuses à voir le jour en Afrique au cours des dernières années est le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) du NEPAD, par l'entremise duquel les pays participants conviennent de réaliser des évaluations par les pairs de leur gouvernance politique, économique et sociale dans le but de d'élaborer des plans d'action pour s'attaquer aux domaines qui sont sources de problèmes. En 2005, PAC a lancé un programme de recherche et de sensibilisation au sujet du MAEP et de la participation de la société civile au mécanisme. Le bureau africain de PAC, à Addis Abeba, a par la suite organisé le premier d'une série d'ateliers sur le rôle de la société civile dans le MAEP. On observe maintenant certains signes encourageants voulant que le dialogue national sur le MAEP dans certains pays africains offre un cadre constructif pour débattre des futures politiques et mesures, et pour prendre des décisions à cet égard.

La République démocratique du Congo (RDC) est l'un des plus importants pays de l'Afrique. C'est un pays riche en ressources naturelles, mais cette richesse a engendré de multiples épisodes de violence et d'exploitation, de la période coloniale à nos jours. La violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes a été un élément dévastateur de la vie de nombreuses Congolaises, particulièrement durant le récent conflit. Dans la foulée d'une recherche réalisée en 2004, PAC a commencé à aider les organisations de la RDC qui cherchent à modifier les mentalités et les traditions, et à faire adopter des lois qui protègent les femmes et leur rôle dans la société. Les élections tenues en 2006 – les premières depuis 40 ans – laissent entrevoir une nouvelle période de paix et de prospérité. Le pays a maintenant l'occasion d'établir la règle du droit, particulièrement en ce qui a trait aux droits des femmes. La stabilité régionale est essentielle pour consolider ce progrès, et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) s'est affairée à trouver des solutions globales aux problèmes régionaux. PAC a participé aux travaux permanents de la Conférence à titre de conseiller expert auprès du Comité de développement économique et d'intégration régionale, ainsi qu'au sein du Comité sur la gouvernance.

La violence et l'exploitation qui ont caractérisé le secteur des ressources naturelles en Afrique, particulièrement les diamants, ont poussé PAC à jouer un rôle de premier plan dans l'effort international en cours pour mettre un terme au phénomène des « diamants de guerre » – le Processus de Kimberley. Cette démarche a aussi donné lieu à des enquêtes dans des pays à l'extérieur de l'Afrique, notamment au Brésil et au Venezuela, dont les pratiques ont menacé le Processus de Kimberley. De plus, en 2005, PAC a aidé à mettre sur pied une nouvelle initiative visant à améliorer les conditions de vie des personnes tout au bas de la chaîne des diamants : les creuseurs artisans, qui produisent d'immenses richesses pour d'autres tout en vivant dans une pauvreté abjecte. La Diamond Development Initiative réunit des organisations de la société civile et le secteur privé dans un nouveau partenariat qui espère favoriser des améliorations durables pour une bonne partie du million ou plus de creuseurs en Afrique.

L'appui à des pays tels que la RDC, la Sierra Leone et l'Angola, où les ressources naturelles sont le pilier de l'économie, doit être complet et durable. À mesure que notre travail progresse, nous et nos partenaires prenons de plus en plus conscience des relations réciproques entre les problèmes qui entravent la paix, la sécurité humaine et le développement durable. Cela nous a incités à nous concentrer sur plusieurs secteurs de travail qui, chacun à sa façon, ont des répercussions sur la vie des gens. Partenariat Afrique Canada est redevable à ses nombreux bailleurs de fonds qui lui permettent de travailler avec des organisations exceptionnelles de la société civile africaine pour relever ces défis en matière de développement. Nous invitons d'autres organisations et institutions à s'associer à nous durant les années à venir.



*Matthew Pearce*
Président

*Bernard Taylor*
Directeur général

# Partenariat Afrique Canada

## Conseil d'administration 2005-2006

**Hon. Flora MacDonald**
présidente d'honneur

**Matthew Pearce** (Canada)
président

**Mary Rusimbi** (Tanzanie)
vice-presidente

**Alex Neve** (Canada)
secrétaire-trésorier

**Bisi Adelaye-Fayemi** (Ghana)

**Kebede Asrat** (Éthiopie)

**Madelaine Drohan** (Canada)

**David Kalete** (Royaume-Uni)

**Olivier Mbanga** (Cameroun)

**Mirabelle Rodrigues** (Canada)

**Rebecca Tiessen** (Canada)

**Alexandre Trudeau** (Canada)

**Ken Wiwa** (Nigéria)

## Le personnel et l'équipe de recherche de PAC 2005-2006

*Canada*

**Bernard Taylor**
directeur général

**Josée Létourneau**
administratrice

**Dorothée Gizenga Ngolo**
directrice de programme

**Francisca Sousa**
comptable

*Africa*

**Engudai Bekele**
coordonatrice

*Équipe de recherche*

**Ian Smillie**
coordonnateur de la recherche

**Shawn Blore**
chercheur
**Ousmane Déme**
chercheur
**Lansana Gberie**
chercheur
**Françoise Nduwimana**
chercheure

## Mandat

Partenariat Afrique Canada travaille avec des organisations en Afrique, au Canada et ailleurs pour bâtir un développement humain durable en Afrique. PAC poursuit les objectifs suivants :

- Renforcer les efforts des Africains et des Canadiens en matière de recherche et de dialogue politique par rapport au développement humain durable en Afrique.
- Faciliter chez les décideurs africains, canadiens et internationaux l'adoption et la mise en oeuvre de politiques qui favorisent le développement humain durable en Afrique.
- Susciter une meilleure compréhension du développement humain durable en Afrique et un engagement plus important envers celui-ci.

## Programme

PAC entreprend un grand nombre d'activités connexes ayant comme objectif général de promouvoir le développement humain durable en Afrique. Il se concentre sur plusieurs thèmes apparentés, dont chacun a des répercussions sur la sécurité et le développement humain en Afrique :

- la gouvernance;
- la paix et la sécurité humaine;
- les ressources naturelles et le développement;
- l'appui à la société civile africaine.

Les interventions dans ces domaines sont variées, mais chacune sert à développer le but central qu'est l'approfondissement de notre compréhension des questions critiques pour le développement de l'Afrique, en particulier dans les régions qui ont connu des conflits. En exécutant ce programme, PAC considère que son rôle est celui d'un lieu de dialogue, de recherche et d'action sur le développement en Afrique.

# Instaurer une meilleure gouvernance

## Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs

Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), lancé en 2003, est une initiative unique et innovatrice de l'Union africaine, qui vise à favoriser une meilleure gouvernance en Afrique. Il facilite des évaluations par les pairs de la gouvernance politique, économique et sociale d'un pays, dans le but de l'aider à cerner les domaines qui font problème et à élaborer un plan d'action pour les régler. Ce processus est volontaire, et chaque pays doit verser une contribution financière pour aider à payer le coût de son évaluation. Les organisations de la société civile sont censées jouer un rôle de premier plan dans le processus en aidant à coordonner le travail de la Commission nationale du MAEP.

Près de la moitié des pays de l'Afrique ont maintenant adhéré au MAEP, et cinq pays – le Ghana, le Rwanda, le Kenya, Maurice et l'Afrique du Sud – ont déjà fait l'objet d'une évaluation. Comme on pouvait s'y attendre, les expériences ont été mitigées, mais les résultats globaux ont été favorables. Le processus d'évaluation du Ghana a fait une grande place à la participation et le plan d'action auquel il a donné lieu a suscité les éloges de nombreux milieux. La clé de la réussite de cette évaluation a été le rôle primordial confié aux organisations de la société civile, qui ont dominé la Commission nationale du MAEP.

Le processus d'évaluation a été moins simple là où le gouvernement a eu tendance à vouloir contrôler davantage la démarche. C'est là que se situe le défi particulier du MAEP – s'assurer que les gouvernements s'ouvrent à un réel processus de consultation, où tous les intervenants participent pleinement à la coordination de la recherche et de l'analyse nécessaires pour cerner les domaines prioritaires en vue d'améliorer la gouvernance. Les plans d'action nationaux qui en résultent doivent ensuite être mis en oeuvre avec succès.

En juillet 2006, 25 pays avaient adhéré officiellement au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République du Congo, Égypte, Éthiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie et Zambie.

Les pays suivants n'avaient pas encore adhéré au MAEP :

Botswana, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Comores, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Libye, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Namibie, Niger, Sahara occidental, Sao Tome et Principe, Seychelles, Somalie, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie et Zimbabwe.

Photo : Josée Létourneau

*Marie-Angélique Savané, Panel des Éminentes Personnalités du MAEP, prenant la parole lors du lancement à Ottawa de l'étude de PAC sur le MAEP avec Ousmane Déme, auteur de l'étude*

### Profil de projet
## La participation de la société civile au MAEP

PAC a relevé le défi du MAEP en effectuant, en 2005, une recherche sur la participation de la société civile aux processus d'évaluation en cours au Ghana, au Rwanda et au Kenya. L'étude qui en a résulté, intitulée *Entre espoir et scepticisme : La société civile et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs*, a été largement diffusée en Afrique et a fait l'objet d'un atelier à Addis Abeba à l'intention des représentants de la société civile de divers pays africains. En 2006, PAC a aidé à organiser un atelier de suivi en Gambie, avant le Sommet de l'Union africaine, et a appuyé des ateliers nationaux au Mali, en Angola, en RDC et en République du Congo. Parallèlement, PAC a lancé un bulletin, *Le Moniteur du MAEP*, qui a pour but de suivre l'évolution du MAEP et d'en témoigner, particulièrement en ce qui a trait à la participation de la société civile. Le bulletin aide aussi à combler d'importantes lacunes sur le plan de l'information concernant le MAEP.

PAC croit que le MAEP a la possibilité d'avoir de profondes répercussions sur les pratiques de gouvernance en Afrique au cours des années à venir. Pour que ces répercussions surviennent, toutefois, les gouvernements africains doivent être prêts à aménager un espace de dialogue avec leur propre société civile et secteur privé. L'Union africaine devrait fournir des orientations claires et sans équivoque à cet égard. Les organisations de la société civile africaine doivent elles-mêmes se préparer bien avant le début de l'évaluation de leur pays, et se doter de la capacité d'apporter une contribution importante et valable au dialogue national. PAC est pleinement conscient de ce défi et cherchera à réunir les ressources financières et humaines nécessaires pour aider à répondre aux divers besoins qui se présenteront au cours des années à venir.

# Paix et sécurité humaine

## Prévenir la violence à l'égard des femmes

Durant plus d'une décennie, la République démocratique du Congo (RDC) a été aux prises avec une des pires crises humanitaires au monde. Avec quatre millions de personnes tuées par la guerre et des maladies évitables, le pays a vécu une des pires hémorragies de vies humaines jamais vue.

En RDC, la violence sexuelle à l'égard des filles et des femmes n'a pas pris fin avec la cessation du conflit armé. L'incidence des viols, des mutilations et des risques d'exposition à la prostitution forcée a augmenté dans le contexte d'une insécurité permanente.

Malheureusement, les femmes et les filles qui ont été victimes de violence sexuelle durant le conflit sont probablement les plus vulnérables de toutes à l'exploitation après le conflit. On a aussi observé que le risque pour les femmes et les filles de devenir la proie d'exploiteurs sexuels est exacerbé par des programmes de reconstruction qui omettent de cibler spécifiquement leurs besoins ou de s'en prendre aux traditions patriarcales de longue date qui encouragent la discrimination à l'égard des femmes. Puisque la violence à l'égard des femmes est souvent impunie, on court le risque, dans les périodes qui suivent les conflits, qu'elle devienne une culture.

En raison du viol collectif systématique et exceptionnellement violent de milliers de femmes et filles congolaises, les médecins de la RDC considèrent maintenant la destruction du vagin comme un crime de guerre. De nombreuses victimes de violence sexuelle ont été infectées par des maladies transmises sexuellement, mais il demeure difficile de quantifier le problème puisque de nombreuses victimes préfèrent ne pas se manifester, de crainte d'être ostracisées.

Plusieurs programmes qui jouissent d'un appui international offrent maintenant de l'aide aux victimes de violence sexuelle en RDC. Partenariat Afrique Canada a par conséquent décidé de concentrer son appui sur le travail relié à la prévention de la violence à l'égard des filles et des femmes.

### Profil de projet

## La prévention de la violence à l'égard des femmes

PAC appuie deux organisations congolaises, le CENADEP et PAIF, dans leurs efforts pour contrer la violence à l'égard des femmes. Le programme est complémentaire à d'autres programmes exécutés par des intervenants nationaux et internationaux, particulièrement dans les activités de prévention, notamment : la conscientisation, la sensibilisation et la mobilisation des femmes et des hommes, le dialogue politique, le plaidoyer en faveur d'améliorations stratégiques et législatives, et le renforcement des dispositions judiciaires.

Au départ, le programme mettait l'accent sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles à la suite du conflit. À mesure que le travail avançait, il est devenu évident que la violence en temps de paix était un facteur contributif et qu'il fallait en tenir compte dans les programmes. Le travail a commencé par une recherche consistant à réunir des renseignements sur les différentes formes de violence à l'égard des femmes et des filles, dans le but de proposer des améliorations stratégiques et législatives, et de renforcer les dispositions judiciaires dans les cas où la RDC a des lois en vigueur et est signataire d'un certain nombre de conventions internationales.

Au cours des travaux, Vision mondiale Canada et Vision mondiale RDC ont adhéré au programme, qui a ainsi pu accroître la portée de ses travaux et y intégrer d'autres domaines. Le programme d'action élargi s'est concentré sur l'organisation d'ateliers afin d'élaborer un guide de sensibilisation et une campagne médiatique. Des ateliers ont eu lieu à Kinshasa, Kasenga, Bunia, Bukavu et Goma. Les participants comptaient des membres des forces armées, de la police et du système judiciaire, des représentants de diverses ONG venant en aide aux victimes de violence et des représentants d'organisations de défense des droits de la personne, ainsi que des dirigeants religieux et communautaires. Le programme se distingue en ce qu'il renforce la capacité des organisations locales de s'attaquer au problème et de mener une campagne d'éducation communautaire à grande échelle visant à changer les mentalités et les comportements qui font la promotion de la violence sexuelle et d'autres types de violence à l'égard des femmes. Une nouvelle phase élargie du programme débutera à la fin de 2006.

# Paix et sécurité humaine

## La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

Les conflits et les tragédies qu'a connus la région des Grands Lacs ont incité le Conseil de sécurité des Nations Unies, par l'entremise des résolutions 1291 et 1304, à préconiser l'organisation d'une Conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs (CIRGL). La Conférence est un processus qui cherche à réunir tous les pays de la région pour dialoguer et s'entendre sur des stratégies visant à instaurer la paix et la prospérité dans la région des Grands Lacs. Il ne s'agit pas de remplacer les processus de paix ni les activités économiques, sociales et humanitaires qui existent déjà dans la région, ou de faire double emploi, mais plutôt d'accroître leurs effets et d'en élaborer de nouveaux là où l'on a constaté des lacunes.

La CIRGL regroupe 11 pays : l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.

La Conférence est répartie en quatre domaines thématiques :

- La paix et la sécurité;
- La démocratie et la bonne gouvernance;
- Le développement économique et l'intégration régionale;
- Les questions humanitaires et sociales.

Les divers groupes de travail ont élaboré des programmes d'action régionaux qui comprennent des projets et des protocoles qui seront approuvés et signés par les chefs d'État lors d'un sommet qui aura lieu à Nairobi, au Kenya, en décembre 2006.

### Profil de projet

### La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

En reconnaissance du travail accompli dans le cadre du Système de certification du Processus de Kimberley, PAC agit, à l'invitation des 11 gouvernements africains, à titre de conseiller expert auprès des principaux pays de la région des Grands Lacs concernant deux initiatives. La première porte sur le travail relatif au thème du développement économique et de l'intégration régionale, et vise l'élaboration d'un mécanisme de certification des minéraux de grande valeur. La deuxième porte sur le travail relatif au thème de la démocratie et de la bonne gouvernance, et vise l'élaboration d'un protocole régional pour lutter contre l'exploitation illicite des ressources naturelles.

# Appuyer la société civile africaine

Les sociétés civiles efficaces et responsables font partie intégrante de la paix, de la sécurité humaine et du développement durable partout dans le monde. PAC croit que les organisations de la société civile – les groupes communautaires, les ONG, les groupes confessionnels, les syndicats, les universités et autres institutions – ont un rôle clé à jouer à cet égard.

La démarche de PAC en matière de recherche et de dialogue politique est guidée par la conviction que les organisations de la société civile africaine sont en mesure de jouer ce rôle, et qu'on doit les appuyer pour qu'elles le jouent. PAC sait pertinemment, cependant, que certains gouvernements africains choisissent de faire fi de cette réalité, au détriment du développement de l'Afrique. Il ne faudrait pas sous-estimer les défis que présentent la réalisation des recherches, les campagnes de sensibilisation du public et le dialogue politique avec les gouvernements dans différentes parties de l'Afrique.

Photo : Bernard Taylor

*La récolte du coton au Burkina Faso*

## Profil de projet

### Soutien aux réseaux de la société civile

Les premières recherches de PAC sur la question des diamants de guerre en Sierra Leone et en RDC, ont aidé à susciter la création dans ces pays de deux réseaux nationaux d'organisations de la société civile axés sur les ressources naturelles. Ces réseaux ont pris des forces et sont maintenant reconnus, chacun par son gouvernement, comme des interlocuteurs clés en matière de politiques sur l'extraction des ressources. PAC offre du soutien aux deux réseaux et publie, de concert avec eux, un examen annuel du secteur des diamants dans chaque pays.

- En République démocratique du Congo, le Réseau Ressources Naturelles, coordonné par la CENADEP, a aidé à accroître la sensibilisation du public aux questions des mines et du développement. Il a constitué un réseau d'organisations partout en RDC et organise périodiquement des événements régionaux et nationaux ayant trait aux secteurs du diamant et de l'exploitation forestière.
- En Sierra Leone, la Campaign for Just Mining, coordonnée par le Network Movement for Justice and Development, a eu des répercussions considérables à la fois sur la sensibilisation du public et sur l'élaboration des politiques gouvernementales relatives au secteur de l'extraction. Elle a aidé à persuader le gouvernement de créer un fonds spécial par l'entremise duquel un pourcentage des droits d'exportation sur les diamants est retourné dans les collectivités minières à des fins de développement social.

En Afrique de l'Ouest, les efforts de plus en plus nombreux déployés par des sociétés multinationales (appuyées par leurs gouvernements) pour promouvoir des essais agricoles faisant appel à des semences génétiquement modifiées commencent à préoccuper les organisations de la société civile. On concentre les efforts sur la culture du coton, et un pays – le Burkina Faso – a permis aux essais d'aller de l'avant. Par ailleurs, la Banque mondiale encourage les pays à adopter des lois qui permettront de telles expériences.

Un nouveau réseau de la société civile en Afrique de l'Ouest – COPAGEN – s'est constitué en réaction à cette situation. Il s'inscrit en faux contre les pressions exercées sur les pays de l'Afrique de l'Ouest afin qu'ils permettent les essais d'OGM, et cherche à les prévenir. Il mène parallèlement une campagne pour que les pays de l'Afrique de l'Ouest adoptent des lois fondées sur la loi type élaborée par l'Union africaine afin d'appuyer la biodiversité. PAC appuie COPAGEN et aide à renforcer les liens entre ce réseau et les organisations canadiennes.

# Les ressources naturelles et le développement

Les ressources naturelles sont au coeur de l'économie de la plupart des pays de l'Afrique mais, dans certains pays, les ressources naturelles ont servi à alimenter les guerres. Les diamants de guerre – utilisés par les armées rebelles en échange d'armes – ont posé un important problème de sécurité humaine international. Ils sont intervenus dans la mort de centaines de milliers de personnes au cours des 10 dernières années, surtout en Angola, en Sierra Leone et en République démocratique du Congo (DRC).

Le Système de certification du Processus de Kimberley (SCPK) – qui vise à briser les liens entre le commerce des diamants bruts et les conflits armés – est arrivé à mettre au point en très peu de temps un système de gestion et de certification pour le commerce intérieur et international des diamants bruts. Il est entré en vigueur le 1er janvier 2003, exigeant de tous les gouvernements participants – plus de 40, outre ceux que représente la Commission européenne – qu'ils adoptent de nouvelles lois et de nouveaux règlements sur les diamants. En vertu du SCPK, tous les envois internationaux de diamants bruts doivent être accompagnés d'un certificat à l'épreuve de toute falsification émis par le gouvernement du pays exportateur.

Le SCPK s'appuie sur un système d'examens par les pairs et sur une base de données internationale qui permet de comparer la production et le commerce entre les pays. Les problèmes sous-jacents à l'exploitation des diamants alluviaux en Afrique et au présumé million de mineurs artisans débordent le cadre du SCPK et n'ont pas encore été résolus. Les mineurs artisans de diamants alluviaux travaillent en grande partie dans le secteur informel, contribuant peu aux économies nationales. Leurs gains, d'environ un dollar par jour en moyenne, les classent, eux et leurs familles dans la catégorie de la pauvreté absolue. Le travail est dangereux et malsain, et la violence sévit dans les champs de diamants alluviaux. Il s'agit d'un problème de développement, dont plusieurs dimensions relèvent de la sécurité humaine, locale, nationale et internationale.

Photo : Partenariat Afrique Canada

*Exploitation artisanale familiale de diamants, Sierra Leone*

## Les diamants et la sécurité humaine

Partenariat Afrique Canada est intervenu dans le dossier des diamants de guerre en 1999. Nous étions profondément préoccupés par l'absence d'intérêt international pour l'horrible conflit en Sierra Leone, qui faisait alors rage depuis plus de huit ans sans aucune intervention de l'ONU et avec une aide d'urgence minime. Lorsque nous nous sommes demandés comment une si terrible guerre avait pu durer aussi longtemps, notre attention s'est portée sur les diamants, et nous avons rapidement constaté que les diamants de guerre alimentaient aussi des conflits en Angola, en République démocratique du Congo et au Liberia.

PAC est devenu partie prenante aux négociations intergouvernementales qui ont débouché sur la création du Système de Certification du Processus de Kimberley pour les diamants bruts. Depuis la mise en place du mécanisme, en 2003, nous avons participé aux efforts déployés pour en faire un système plus rigoureux et plus proactif. En 2005-2006, nous avons participé à plusieurs visites d'examen du SCPK dans des pays participants tels que les États Unis, la Russie, la Guinée et la Sierra Leone. Nous sommes membres des groupes de travail du PK sur la surveillance, les statistiques et l'adhésion, et nous avons participé activement à un examen exhaustif de l'efficacité et des effets du SCPK.

Notre programme de recherche s'est poursuivi en 2005- 2006, afin d'accroître la transparence et la responsabilisation de l'industrie du diamant et sa gouvernance. De concert avec des partenaires en Angola, en Sierra Leone et en RDC, nous avons poursuivi notre série d'examens annuels de l'industrie du diamant, et notre bulletin trimestriel, *Autres Facettes*, a continué de s'attirer de multiples louanges et témoignages de reconnaissance.

En 2005-2006, nous avons porté nos efforts d'enquête sur l'Amérique du Sud où, semblait-il, le contrôle des diamants était plutôt laxiste et compromettait le Processus de Kimberley. Deux rapports percutants sur le Brésil (*The Failure of Good intentions: Fraud, Theft and Murder in the Brazilian Diamond Industry* et *Fugitives and Phantoms: The Diamond Exporters of Brazil*) ont mis au jour une fraude massive qui a donné lieu à l'interruption, durant sept mois à compter de février 2006, de toutes les exportations de diamants par le Brésil et à une réorganisation complète du système de réglementation des diamants du pays.

Des rapports semblables produits par PAC sur le Guyana (*Triple Jeopardy: Triplicate Forms and Triple Borders, Controlling Diamond Exports from Guyana*) et le Venezuela (*The Lost World: Diamond Mining and Smuggling in Venezuela*) ont eu de profondes répercussions sur le mode de gestion futur de l'industrie du diamant dans ces pays, et par conséquent sur le Processus de Kimberley lui-même.

## Des diamants pour le développement

Le Processus de Kimberley en est un de réglementation, et il n'a aucun objectif de développement. Mais en 2004, la recherche de PAC a démontré l'existence de quelque 1,3 million de creuseurs artisans de diamants en Afrique, dont la plupart gagnent moins de 1 $ par jour et travaillent dans des conditions de santé et de sécurité épouvantables. Bon nombre sont des enfants. Nous avons conclu que tant que ce problème ne serait pas réglé, les diamants continueraient de poser des menaces sociales, environnementales et sécuritaires aux collectivités et aux pays où ils sont extraits de cette façon.

En 2005, PAC a collaboré avec un petit groupe d'ONG et de sociétés pour créer ce qu'on appelle maintenant la Diamond Development Initiative (DDI). Une importante conférence organisée par PAC à Accra, en octobre 2005, a réuni des représentants des gouvernements, de l'industrie, de la société civile, des syndicats et des universités, et a permis de confirmer qu'il était grand temps qu'une telle initiative soit prise. La DDI effectuera des activités de recherche et de plaidoyer relatives aux diamants pour le développement, et collaborera avec les gouvernements et les ONG dans le cadre de projets visant à améliorer la vie et les moyens de subsistance des creuseurs artisans de diamants.

Un premier projet de recherche a vu le jour au début de 2006; il portait sur la question des flux de revenu, de la mine à l'exportation, afin de savoir, en d'autres mots, « qui gagne quoi exactement? » Il importe de savoir qui profite le plus de l'état actuel des choses si on veut les changer en faveur des creuseurs. La première étude, intitulée *Les affaires et le développement : La dynamique de la commercialisation et de l'établissement des prix des diamants en Sierra Leone*, sera suivie d'une autre étude en République démocratique du Congo.

Parmi les autres activités envisagées, mentionnons la production de matériel éducatif de base sur l'évaluation des diamants pour les creuseurs artisans, comportant des détails sur les justes prix du marché; l'élaboration de lignes directrices sur les « pratiques exemplaires » concernant les interventions auprès des mineurs artisans – pour les ONG locales et internationales, les agences bilatérales et multilatérales, les gouvernements, les sociétés d'exploration et d'extraction, et les acheteurs de diamants internationaux; et des efforts d'assainissement de l'environnement visant à remettre en état des terres agricoles détériorées par le creusage. On est aussi à construire le site web de la DDI.

# Les publications de PAC

Les publications de PAC sont disponible sur le site internet de PAC: **www.pacweb.org**
Des copies papiers sont disponibles aux bureaux de PAC. Des frais d'envoi pourraient être demandés.

## Perspectives

- *Entre Espoir et Sceptisme: La Société civile et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs*, octobre 2006.
- *Why Gender Still Matters: Sexual Violence and the Need to Confront Militarized Masculinity. A Case Study of the Conflict in the Democratic Republic of the Congo*. (disponible en anglais seulement), décembre 2004.
- *Société civile africaine : Enjeux et perspectives d'une prise de conscience*, octobre 2004.
- *Côte d'Ivoire, Consolidation d'une Paix Fragile*, août 2004.
- *Initiatives dans les Grands Lacs : Parole locale, actions durables*, mars 2000.
- *Le coeur du problème : La Sierra Leone*, janvier 2000

## Le Moniteur du MAEP

Un bulletin périodique sur la mise en oeuvre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)

- Numéros 1 et 2

## NEPAD

- *NEPAD in Perspective*, juin 2004.

## Autres Facettes

Un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants.

- Numéros 1 à 21.

## Revue annuelle de l'industrie des diamants

- Sierra Leone 2004, 2005 et 2006
- Angola 2004 et 2005
- RD Congo 2004 et 2005

## Publications sur la DDI

- Énoncé de politique : *La dynamique de la commercialisation et de l'établissement des prix des diamants en Sierra Leone*, avril 2006
- *Les affaires et le développement? La dynamique de la commercialisation et de l'établissement des prix des diamants en Sierra Leone*, mars 2006
- Rapport de conférence : *Compte rendu de la conférence de la DDI*, octobre 2005

## Autres publications sur les diamants

- *Implementing the Kimberley Process - 5 years on - how effective is the Kimberley Process and what more needs to be done?* (disponible en anglais seulement), Juin 2005.
- *Le riche et le pauvre, diamants du développement et diamants de la pauvreté: les possibilités de changement dans les champs alluviaux de diamants artisanaux en Afrique*, octobre 2004.
- *La clé de Kimberley : contrôles internes des diamants - sept études de cas*, octobre 2004

## Document hors série

- *The Lost World : Diamond Mining and Smuggling in Venezuela* (disponible en anglais seulement), novembre 2006
- *Tuer Kimberley? Diamants de guerre et tigres de papier*, novembre 2006
- *Triple Jeopardy : Triplicate Forms and Triple Borders, Controlling Diamond Exports from Guyana* (disponible en anglais seulement), avril 2006
- *Fugitives and Phantoms : The Diamond Exporters of Brazil* (disponible en anglais et en portugais seulement), mars 2006
- *The Failure of Good intentions : Fraud, Theft and Murder in the Brazilian Diamond Industry* (disponible en anglais et en portugais seulement), mai 2005
- *Diamants sans cartes : Le Libéria, les Nations-Unies, les Sanctions et le Processus de Kimberley*, juin 2004
- *Brillantes paroles, actions sans éclat : La responsabilité sociale des entreprises dans l'industrie du diamant*, juin 2003
- *L'Afrique de l'Ouest : Entre pierres et étincelles. L'économie politique des diamants et la déstabilisation régionale*, mai 2003
- *Les diamants en République centrafricaine : Commerce, évaluation et blanchiment*, janvier 2003
- *Ici? Jamais de la vie : Succès, suffisance et suspicion au sein de l'industrie indienne du diamant*, décembre 2002
- *Guerre et paix en Sierra Leone : les diamants, la corruption et la filière libanaise*, novembre 2002
- *Le processus de Kimberley : Les arguments en faveur d'une surveillance adéquate*, septembre 2002
- *Monnaie forte : L'économie criminalisée des diamants dans la République démocratique du Congo et les pays voisins*, juin 2002
- *Les diamants : Éternels ou providentiels? L'impact économique des diamants en Afrique australe*, mars 2002
- *Un éclat dans la glace : Bénéfices, protection et réglementation dans l'industrie canadienne du diamant*, janvier 2002
- *Déstabiliser la Guinée : Les diamants, Charles Taylor et la possibilité d'une catastrophe humanitaire de plus grande envergure*, octobre 2001
- *Le coeur du problème : La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*, janvier 2000

# État des revenus et dépenses 2005-2006

**Exercice terminé le 31 mars 2006**

| | *2005-2006* | *2004-2005* |
|---|---|---|
| *REVENUS* | | |
| Agence canadienne de développement international | 205 970 | 381 233 |
| Affaires étrangères et commerce international Canada | 194 792 | 149 380 |
| Centre de recherche pour le développement international | 153 494 | 92 447 |
| Department for International Development (R.U.) | 86 164 | 77 296 |
| Irish Aid | 71 709 | 156 099 |
| Organisations non-gouvernementales canadiennes | | |
| Développement et Paix | 40 000 | 40 000 |
| Le fonds de justice social - TCA | 5 000 | 5 000 |
| Autres ONG canadiennes | 16 799 | |
| Banque mondiale | 35 153 | |
| Fondation MacArthur | | 37 367 |
| Autres partenaires | 28 261 | 48 775 |
| Autres | 23 508 | 12 284 |
| **Total** | **860 850** | **999 881** |
| *DÉPENSES* | | |
| Paix et sécurité humaine | 23 999 | 10 490 |
| Éducation, plaidoyer et participation au | | |
| Processus de Kimberley | 144 769 | 370 943 |
| Recherche et publications | 164 894 | 222 303 |
| Diamond Development Initiative | 218 221 | |
| Développement des capacités de la société civile africaine | 168 510 | 260 824 |
| Gouvernance | 70 326 | 6 846 |
| Appui aux programmes | 44 117 | 124 008 |
| Engagement publique | 15 541 | 4 181 |
| **Total** | **850 377** | **999 595** |

La version intégrale du Rapport des vérificateurs *van Berkom & Ritz Charted Accountants* est disponible auprès de Partenariat Afrique Canada.

S.V.P. cocher : ❐ 25$ ❐ 50$ ❐ 100$ ❐ 200$ ❐ 500$ Autre montant _____$

Nom : _____ Organisation : _____

Adresse postale : _____ Fonction / poste : _____

_____ Courriel : _____

Pays : _____ Téléphone : _____

## Appuyer le travail de PAC

**Appuyer PAC à:**

- Prévenir la violence faite aux femmes en République Démocratique du Congo
- Promouvoir une meilleure gouvernance en Afrique par l'entremise du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)
- Obtenir de meilleures conditions pour le million de creuseurs de diamants en Afrique
- Consolider le Processus de Kimberley pour enrayer les diamants de guerre
- Appuyer des réseaux de la société civile africaine dans leurs campagnes en matière de ressources naturelles

En appuyant le travail de PAC vous recevrez les publications de PAC (5 à 10 publications par année)

**Pour faire un don:**

téléphoner au +1-613-237-6768

ou

compléter l'information suivante et la retourner avec un chèque ou un mandat de poste à l'ordre de « Partenariat Afrique Canada » à l'adresse suivante :

Partenariat Afrique Canada
323 rue Chapel, Ottawa, Ontario, K1N 7Z2, Canada

**Merci de votre appui**

## Remerciements

*PAC reçoit du financement de plusieurs organisations gouvernementales et non-gouvernementales et il est très reconnaissant envers ses donateurs. Ceux qui ont appuyé les programmes de PAC en 2005-2006 comprennent:*

Affaires étrangères et Commerce international Canada

Agence canadienne de développement international

Banque mondiale

Centre de recherches pour le développement international (Canada)

Department for International Development (Royaume-Uni)

Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile

Irish Aid

Organisations africaines et canadiennes membres de PAC

Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix

*PAC travaille en étroite collaboration avec plusieurs organisations en Afrique, au Canada et à l'échelle internationale, incluant les suivantes :*

Affaires étrangères et Commerce international Canada

AfriMAP (Royaume-Uni)

Agence canadienne de développement international

Banque Mondiale - CASM

Centre de recherches pour le développement international (Canada)

Centre du Commerce International pour le Développement (Guinée)

Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (RD Congo)

Christian Relief and Development Association (Ethiopie)

Comité coordonnateur canadien pour la consolidation de la paix

Comité de Liaison des ONG du Congo (République du Congo)

Commission Économique pour l'Afrique (Addis Abeba)

De Beers

Droits et Démocratie (Canada)

Global Witness (Grande-Bretagne)

Grémio para Ambiente, Beneficiência e Cultura (Angola)

INADES-Formation (Côte d'Ivoire)

Network Movement for Justice and Development (Sierra Leone)

Organisations africaines et canadiennes membres de PAC

Oxfam International

Participants du Processus de Kimberley

Ressources naturelles Canada

Union Africaine (Addis Abeba)

Vision Mondiale Internationale

Photo : Bernard Taylor

*Des villageois rentrent du marché, Sangha, Mali*

Partenariat Afrique Canada
323 rue Chapel
Ottawa, Ontario
K1N 7Z2
Canada

Tél.: +1-613-237-6768
Télec.: +1-613-237-6530
Courriel : info@pacweb.org

Partenariat Afrique Canada
BP 60233
Addis Abeba
Éthiopie

Tél.: +251-11-439-3132
Télec.: +251-11-439-3502
Courriel: pac@ethionet.et

www.pacweb.org

© Partenariat Afrique Canada, décembre 2006
ISSN: 1493-0994

Photo de la page couverture : Mark Foss
*Enfants en Ouganda*

Graphisme : Marie-Joanne Brissette

Traduction de l'anglais : Communications COM'ça